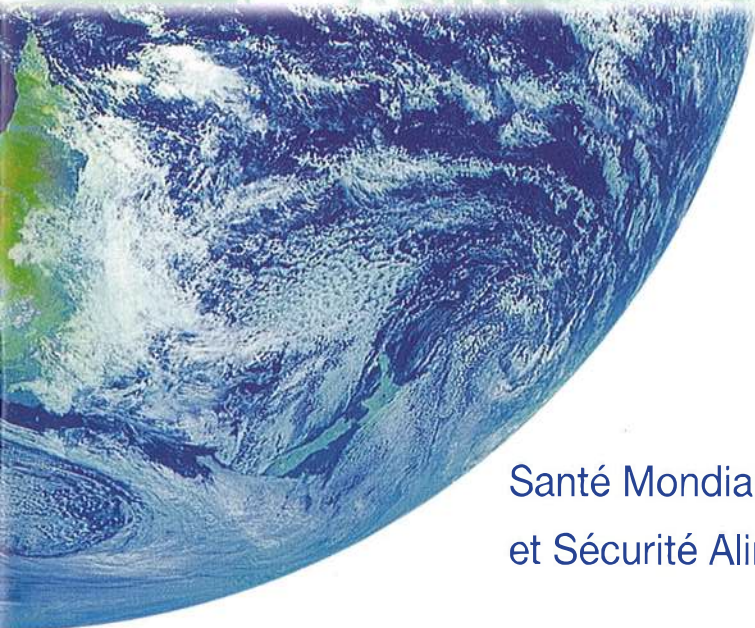
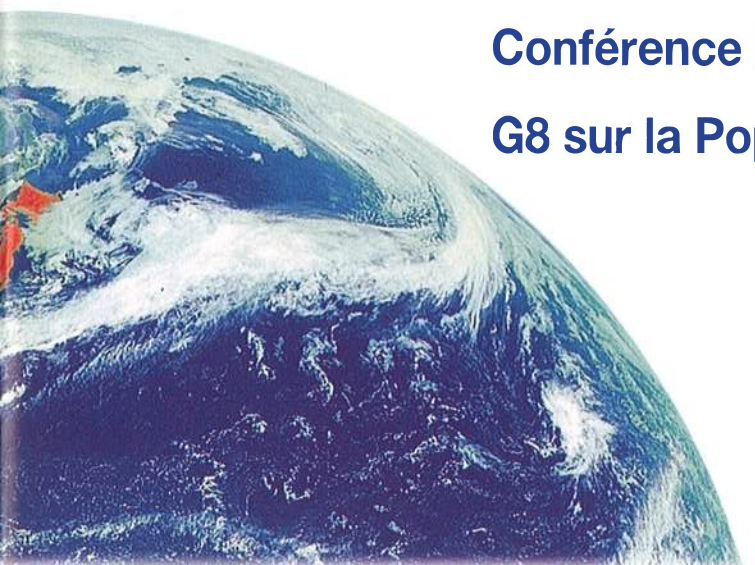




# Conférence Internationale des Parlementaires du G8 sur la Population et le Développement Durable

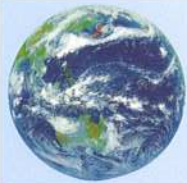


Santé Mondiale, Changements Climatiques  
et Sécurité Alimentaire

Les 2 et 3 Juillet 2008

Tokyo, Japon

Rapport de la Conférence



## Résumé de la Conférence

L'année 2008 a offert maintes occasions de faire très utilement figurer les questions relevant de la population et du développement au sein du dialogue économique dans le cadre du Sommet du G8 et de la TICAD IV que le Japon a respectivement accueillis en juillet et mai et qui ont permis de discuter des dossiers de la santé et du développement à un haut niveau. L'APDA a su tirer parti de cette occasion pour organiser la Conférence des Parlementaires du G8 sur la Population et le Développement Durable à Tokyo (Japon) les 2 et 3 juillet 2008, afin de corréliser les questions touchant à la population avec l'ordre du jour du Sommet du G8. Plus de cinquante députés originaires de vingt-sept pays, dont le Premier ministre japonais, ont assisté à cette Conférence, de même qu'un grand nombre de représentants d'organisations internationales ou régionales, des ONG, des experts et des organes de presse, soit un total de 147 participants.

Sachant que 2008 se situe à mi-parcours de l'échéance 2015, année ciblée pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), cette conférence a offert une tribune précieuse aux parlementaires de pays donateurs et de pays bénéficiaires pour les faire avancer dans le sens de la réalisation des Objectifs. La Déclaration des Parlementaires, que fut débattue avant d'être adoptée à l'unanimité par les participants en vue d'appeler les gouvernements et parlementaires à travers le monde à agir, a été soumise à plusieurs chefs d'État du G8 et autres gouvernements et parlements des participants. Les points essentiels de cette déclaration ont été incorporés dans le Résumé du Président du Sommet du G8 de Hokkaido-Toyako par l'intermédiaire du Premier ministre japonais.

La conférence, qui a été amplement relayée par la télévision, la presse écrite et les sites Internet, a réussi à sensibiliser un large spectre de personnes, tant au Japon qu'à l'étranger, ce qui est le résultat du partenariat avec les organisations qui ont apporté leur coopération afin d'en optimiser la productivité et l'efficacité.

## Parlementaires et questions relevant de la population

Le dossier de la population dépasse le cadre de la démographie car il englobe les besoins et préoccupations les plus fondamentaux des peuples, de même que leurs valeurs, cultures, religions et les droits de la personne, à propos desquels les gouvernements ou dirigeants politiques ne peuvent unilatéralement imposer leur volonté. En qualité de représentants élus, les parlementaires ont un rôle légitime, non seulement s'agissant d'influencer l'élaboration des politiques et les budgets nationaux mais aussi de faire entendre les voix des populations et de ceux qui n'ont pas le droit à la parole.

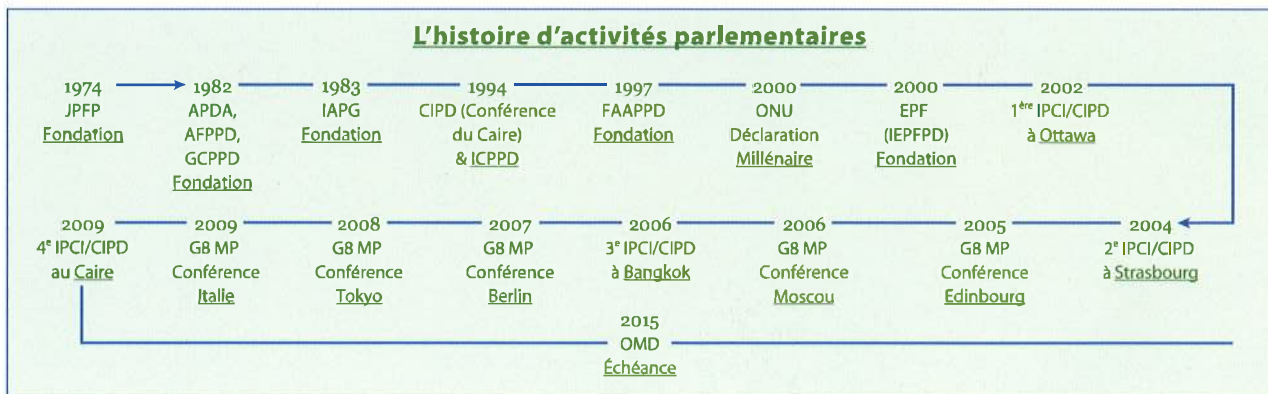
Si les questions touchant à la population sont fondamentales pour le développement durable et l'environnement, l'appui et la compréhension du public sont des éléments clés pour répondre à ces problèmes. Et c'est là que les députés servent à faire le lien entre les populations, leur gouvernement et la communauté internationale.

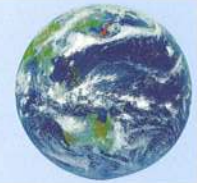
## Conférence de Parlementaires du G8: arrière-plan et historique

La Conférence Internationale des Parlementaires du G8 sur la Population et le Développement Durable de 2008 qui s'est tenue à Tokyo a eu lieu dans le sillage de trois conférences parlementaires du G8 organisées conjointement avec la Présidence du G8 en Allemagne (2007), en Russie (2006) et au Royaume-Uni (2005).

Le but de ces conférences parlementaires du G8 est de nourrir le dialogue entre les parlementaires du G8, les pays développés et en développement et d'avoir un impact sur le Sommet du G8 et les programmes politiques nationaux afin qu'une meilleure place soit accordée aux problèmes se rapportant à la population.

L'année prochaine, la Conférence des Parlementaires du G8, qui doit se tenir en Italie, se penchera sur les succès des conférences précédentes et les enseignements qui en ont été dégagés.





## 1<sup>er</sup> JOUR DE LA CONFÉRENCE: MERCREDI 2 JUILLET 2008

### Cérémonie d'ouverture

Ce fut un grand privilège d'accueillir **l'Honorable M. Yasuo Fukuda, le Premier ministre du Japon** à la conférence, lequel a officiellement souhaité la bienvenue aux participants de vingt-sept pays à la Conférence Internationale des Parlementaires du G8 sur la Population et le Développement Durable.



Prime Minister  
Yasuo Fukuda

Dans son discours d'ouverture, il a souligné l'importance de trois phrases clés : «Vision à long terme», «Équanimité dans le sens de responsabilité partagée» et «Participation de tous»; mettre en œuvre les actions nécessaires pour garantir la protection de l'environnement, lutter contre les changements climatiques et comprendre que la question de la population est essentielle pour avancer.

L'Honorable Fukuda a insisté sur le fait que les pays développés étaient largement responsables de la détérioration de l'environnement planétaire et que, en connaissance de cause, ils devaient encourager les pays en développement à se développer tout en veillant à protéger l'environnement.

Afin d'étayer le point de vue du Premier ministre, le Directeur général pour les questions planétaires auprès du ministère japonais des Affaires étrangères, **M. Koji Tsuruoka**, a déclaré qu'il importait de privilégier la sécurité humaine et que les questions de population faisant partie intégrante des dossiers internationaux complexes, le Japon était d'avis que les initiatives en la matière étaient donc indispensables.



M. Koji Tsuruoka

La TICAD IV, à Yokohama en mai, a donné lieu à des discussions fructueuses et nous attendons avec intérêt les conclusions dignes de respect de cette conférence. Fort de ces apports, le ministère japonais des Affaires étrangères soutiendra la direction éclairée du Premier ministre au Sommet du G8 de Toyako.

**Mme Safiye Çağar**, la directrice du FNUAP-IERD, a dit que, dans nombre de pays en développement, il serait nettement moins onéreux sur le long terme d'assurer le plein accès à la planification volontaire des naissances que ne le sont les conséquences environnementales,



Ms. Safiye Çağar

sociales et économiques de la croissance rapide. Or, malgré cela, la mise en place de programmes de planification volontaire des naissances est l'un des domaines de l'aide au développement les moins financés. Compte tenu de cette situation, son message au G8 a été clair:

- Nous devons résoudre les besoins non pourvus en planification des naissances,
- Nous devons assurer la santé génésique de tous,
- Nous devons renforcer les systèmes de santé,
- Nous devons intégrer les questions de population dans toutes les réponses visant à s'attaquer aux changements climatiques,
- Nous ne devons pas laisser les femmes mourir inutilement de complications de la grossesse et de l'accouchement qui peuvent être évitées,
- Tous les pays et organismes doivent travailler ensemble, car là où il y a la volonté, il y a une voie.

En qualité d'orateur principal, **l'Honorable M. Taro Nakayama, parlementaire (Japon)**, a rappelé que l'une des exigences fondamentales pour réaliser le développement durable consistait à stabiliser la population, ce qui ne saurait être réalisé que par le biais de la transition démographique. En dépit du développement des technologies environnementales, il n'existe aucune technique dont le poids environnemental est égal à zéro. Le transfert opportun des technologies de l'environnement visant à réduire la charge environnementale dans les pays en développement économique s'avèrera crucial, en permettant à tous les pays concernés de prendre leurs responsabilités pour s'attaquer à un programme commun:



Hon. M. Taro  
Nakayama MP

- Les sociétés développées devraient promouvoir les technologies de conservation de l'énergie tout en maîtrisant une consommation excessive en modifiant leur mode de vie;
- Dans les économies émergentes, l'innovation technologique devrait être réalisée par le recours aux mécanismes de transfert des émissions tandis que la conservation de l'énergie et la technologie de prévention de la pollution devraient être introduites, tout en s'efforçant de réduire les émissions de dioxyde de carbone;
- Les pays moins développés devraient améliorer la santé de la mère et de l'enfant en vue de stabiliser la démographie et de poser les bases d'un progrès futur.



## Introduction

### Le G8 de l'Allemagne au Japon et vers l'Italie

La Présidente du Comité consultatif parlementaire de la DSW, l'Honorable M<sup>me</sup> Sibylle Pfeiffer, Parlementaire (Allemagne), a partagé les résultats du Sommet du G8 à Heiligendam en 2007, où l'Appel de Berlin, un aboutissement de la Conférence des Parlementaires du G8 de 2007, a été reconnu au plan international à un haut niveau.



Hon. Daniel  
Bahr MP  
Hon. Sibylle  
Pfeiffer MP

En conclusion, des efforts accrus s'imposent pour:

- Éviter que la santé mondiale ne soit négligée au sein du débat politique actuel
- Se concentrer sur la prévention de nouveaux cas d'infection et l'autonomisation des femmes
- Soutenir l'accès universel à la RH d'ici 2015.

L'Honorable M<sup>me</sup> Anne Van Lancker, membre du Parlement européen (Belgique) et Présidente de l'EPF, a encouragé les dirigeants du G8 à se pencher davantage sur les besoins des sociétés africaines, femmes et enfants, en partenariat avec les dirigeants et communautés d'Afrique. Elle a rappelé aux délégués de réitérer leur engagement en faveur de l'accès universel à la prévention du VIH, ainsi que les traitements et soins y afférents d'ici 2010, comme promis à Gleneagles en 2005.



Hon. Anne Van  
Lancker

Le contrôle adéquat de ces maladies transmissibles demande une approche coordonnée et intégrée. Le G8 ne devrait pas seulement mettre en action son engagement à lutter contre les maladies, mais il devrait également accroître ses efforts pour trouver les \$27 milliards qui manquent. Tel est le chiffre estimé par l'OMS pour renforcer la capacité des systèmes de soins de santé, de manière à pouvoir mettre en oeuvre les programmes de santé.

## 1<sup>ère</sup> Séance

### Interactions entre les populations et les changements climatiques

M. Gerald Stokes a décrit comment le lien entre la latitude géographique et la température a été établi avec les maladies transmissibles. Or, la chose intéressante est que la température ne figurait pas parmi les bonnes variables

## Faits essentiels

- La population mondiale actuelle de 6,7 milliards est estimée augmenter à 9,2 milliards d'ici 2050. La majeure partie vivra dans des pays en développement, tandis que la concentration démographique en zone urbaine ira s'accroissant.
- Les questions relevant de la population et de la santé mondiale sont très étroitement liées à la sécurité alimentaire et aux changements climatiques, tandis que les dossiers démographiques et sanitaires doivent être traités pour s'attaquer aux changements climatiques.
- L'investissement dans la planification volontaire des naissances et les services de santé sexuelle et génésique ainsi que leur mise en oeuvre seraient les moyens les plus efficaces pour le développement.
- Il incombe aux pays développés de protéger la croissance du monde en développement, tout en faisant face à leurs obligations.
- Les pays en développement devraient oeuvrer en faveur de la bonne gouvernance, de la responsabilisation et de la transparence de la démocratie afin d'assurer la réalisation des OMD.
- Les six millions de morts dues au VIH-sida, à la tuberculose et au paludisme font dérailler le développement mondial et génèrent 500 millions de malades chaque année. Dans 107 pays du monde, 2,5 milliards d'individus risquent de contracter le paludisme.
- Afin de réaliser les OMD, il importe d'accroître les efforts conjugués pour impliquer tous les secteurs de la société et une meilleure coordination.

causales.

Les indicateurs réels d'un pays donné sont: le revenu par habitant en termes de parité du pouvoir d'achat; l'éducation (le degré d'alphabetisation des adultes); les soins médicaux (indice de vaccination, thérapie par réhydratation orale et soins médicaux périnataux); et l'accès à une eau saine/à l'hygiène. Cela signifie que la température accélèra probablement la transmission des maladies mais la résilience viendra de la disponibilité en services de base, qui représentent la partie du développement sur laquelle les OMD sont axés.

Les personnes ont un effet sur le climat de par leur nombre et leurs aspirations économiques et technologiques. Les pratiques génésiques et les choix industriels ont des répercussions loin dans l'avenir.

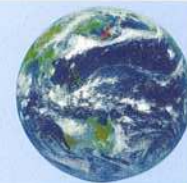
Non seulement les changements climatiques entraînent la migration mais il augmente en outre la pauvreté et l'inégalité entre les genres et la précarité de la santé, comme l'a indiqué Mme Gill Greer, Directrice générale de l'IPPF, dans sa présentation intit-



Dr Gerald Stokes



Dr. Gill Greer



ulée «*Reproductive Health and Climate Change*». «La dégradation de l'environnement et les changements climatiques ont des retentissements profonds sur la vie des individus et des familles dans de nombreux pays qui se poursuivront en ce sens, notamment dans les régions les plus pauvres».

Il existe des besoins graves en matière de planification des naissances et autres services pour la santé sexuelle et génésique qui ne sont pas satisfaits, principalement dans les pays en développement, lesquels représentent 95% de la croissance démographique. Les services de santé génésique permettent aux populations non seulement de choisir quand ils souhaitent avoir des enfants et combien et d'avoir des grossesses et accouchements sans danger et sains, mais aussi à se protéger contre les MST et le VIH-sida. «Nous pouvons faire la différence au niveau local et mondial, à condition que nous soyons unis dans notre approche et notre objectif».

**L'Honorable M<sup>me</sup> Françoise Castex, membre du Parlement européen (France)**, a conclu la première

Hon. Françoise  
Castex MEP

séance en insistant sur la nécessité de diminuer les émissions de dioxyde de carbone, même si cela signifie que les pays développés devront en supporter la plus large part des responsabilités. Selon les estimations, il y aura 300 millions de réfugiés lorsque la température augmentera de 3 ou 4°C. Ces effets des changements climatiques sapent les efforts internationaux menés afin d'atténuer la pauvreté et sont tout à fait significatifs lorsque la croissance et les facteurs démographiques sont pris en compte.



## 2e Séance

### Réaliser les OMD en matière de santé dans le cadre de populations durables

Mme Awa Marie

«La santé est la prémisse et la promesse du développement mondial,» comme l'a expliqué Mme **Awa Marie Coll-Seck**. Le paludisme est considéré comme une «maladie négligée» parce qu'il ne reçoit pas suffisamment d'attention, ajoutant en outre que la méconnaissance du paludisme est la cause la plus commune de décès, et non le VIH-sida ou les maladies respiratoires.

Les chefs d'État africains ont décidé d'augmenter leur budget relatif à la santé de 15%, ce qui exige une mise en oeuvre immédiate. Pour l'heure, investir \$1 dans le traitement du paludisme permet de recueillir \$20 en termes de bénéfices financiers mondiaux. Le contrôle du paludisme figure au palmarès des cinq solutions sanitaires les moins



coûteuses. Le paludisme peut donc être évité et soigné.

Selon les projections, \$3 milliards par an sont nécessaires pour lutter contre le paludisme. Nous disposons à présent de \$1,3 milliard, ce qui n'est pas suffisant pour faire progresser la recherche-développement et répartir les effets préventifs. Par conséquent, «la bataille contre le paludisme vient juste de commencer et, avec l'aide de tous, il est possible d'avancer pour son éradication».

«Moins de discussions et plus d'action permet de sauver des vies. Utilisez des mots uniquement en cas de nécessité». Ainsi a commencé **L'Honorable M. Keith Martin, Parlementaire (Canada)**. Il importe d'agir en assurant la pérennité, l'équité, l'accès universel, la rétention des capacités, les soins primaires de base, la prévention et le traitement.



Hon. M. Keith  
Martin MP  
Hon. Elizabeth  
Salguero MP

La réalité est que le personnel soignant issu de pays en développement va dans les nations développées. Il en résulte que nombre d'entre eux ne reviennent pas dans leur pays d'origine pour contribuer au secteur médical déjà réduit à la portion congrue, ce qui entraîne une fuite des cerveaux dans le secteur médical. Il faut mettre un terme à ce «braconnage» des médecins.

**L'Honorable M<sup>me</sup> Danielle Bousquet, Parlementaire (France)** a ré-

sumé les trois objectifs majeurs que la France a présenté dans un document public sur l'orientation stratégique des droits des femmes – la mise en place des droits des femmes et le droit de choisir, les mesures pour le VIH-sida et autres maladies infectieuses pour les femmes, et la réduction de la mortalité et de la morbidité de la mère et de l'enfant.

Autonomiser les femmes passe par l'amélioration de leur situation sur les plans économique, social et politique dans les pays en développement et telle est la stratégie fondamentale de la France.



Hon. Danielle  
Bousquet MP



**2e JOUR DE LA CONFÉRENCE: JEUDI  
3 JUILLET 2008**



Ms. Farhana  
Haque Rahman

**3e Séance**

**Population, sécurité alimentaire et allègement de la pauvreté**

La déléguée de l'IFAD, **Mme Farhana Haque Rahman**, a décrit les répercussions des changements climatiques sur les petits exploitants agricoles dans sa présentation, indiquant que l'agriculture était le seul secteur le plus important au sein des économies des pays aux plus bas revenus, représentant de un quart à la moitié du PIB. Dans les pays les plus pauvres, l'agriculteur est le plus grand employeur et créateur d'emploi et la plus importante source de revenus à l'exportation.

L'IFAD vise essentiellement l'agriculture pour aider les plus démunis à accroître leur production alimentaire et à gagner un revenu durable grâce à des mesures de type gestion des sols et des eaux; des technologies agricoles et services de production améliorés et l'accès aux marchés.

Selon les projections actuelles, la démographie mondiale va croître tandis que les revenus accrus et la demande croissante pour une alimentation plus variée augmenteront la demande en denrées alimentaires dans une proportion encore plus grande. Satisfaire cette demande exigera une réponse soutenue et à long terme tant au niveau mondial que national.

M. Yonosuke  
Hara

**M. Yonosuke Hara**, professeur au GRIPS, a commencé sa conférence en confirmant que la sécurité alimentaire était la cible de spéculations, ainsi que l'avait remarqué l'Honorable M. Nakayama dans son discours liminaire. M. Hara a attribué la flambée actuelle des cours du pétrole et des produits alimentaires à l'activité spéculative croissante sur les marchés à terme, notamment des céréales, conjuguée à une offre limitée en denrées alimentaires due aux changements climatiques, à la croissance démographique et à la demande en augmentation dans les pays en développement, autant de phénomènes très préoccupants.



Bien que les marchés à terme aient été à l'origine destinés à stabiliser les prix du marché, ils sont devenus les principaux facteurs faisant fluctuer les prix des denrées alimentaires et du pétrole. Il a conclu en expliquant que, pays développés et pays en développement confondus, nous devrions partager la responsabilité en créant une «Réglementation économique libre polymorphique» afin de garantir l'alimentation et le bien-être des générations futures.

M. Mohammad  
Zia Qureshi

**M. Mohammad Zia Qureshi**, Con-



seiller principal auprès de la Banque mondiale, a fait valoir que certains des OMD étaient, en théorie, réalisables au niveau mondial comme indiqué dans le «*Rapport de suivi mondial 2008 de la Banque mondiale - les ODM et l'environnement: un programme de développement solidaire et durable*». Le monde est sur la bonne voie en matière de réduction de la pauvreté et de parité des genres à l'école, mais les domaines de la lutte contre la faim et de la malnutrition, de la parité des genres dans l'éducation tertiaire, de la santé et de l'hygiène souffrent vraisemblablement de graves insuffisances.

Si les changements climatiques se poursuivent de manière incontrôlée, les pays en développement d'Afrique sub-saharienne, d'Asie du Sud et de certaines régions d'Amérique latine, qui abritent un milliard des plus démunis dans le monde, pourraient connaître des pertes dans leur production agricole allant de 15 à 60% d'ici l'année 2080. Réduire les émissions de carbone tout en faisant face aux besoins en énergie et en croissance dans les pays les plus pauvres du monde représente un défi auquel tous les secteurs doivent s'attaquer au sein de chaque société.

**Mme Amy Coen**, P-DG du PAI, a mis en relief le renforcement de la relation entre les parlementaires et les ONG en indiquant que «la société civile est en mesure d'aider ceux d'entre vous qui ont dans leur pays des administrateurs peu favorables à nos dossiers. Les ONG peuvent apporter un appui extraordinaire. La clé tient à une stratégie coordonnée entre la société civile, le secteur privé et nos rôles.»



Mme Amy Coen

Mme Coen a ensuite lu une déclaration au nom de l'Honorable **M. Dennis Kucinich**, député au Congrès étatsunien, soutenant qu'il était possible de mettre en place un commerce équitable et ouvert par le biais d'accords commerciaux bilatéraux tenant compte de la responsabilité et de la responsabilisation vis-à-vis de l'environnement et du développement, lesquels sont inextricablement liés. La déclaration de l'Honorable M. Kucinich s'est conclue par un appel à ses homologues parlementaires à voter des lois de manière responsable afin d'avaliser des accords permettant une mondialisation équitable et de protéger tous les peuples contre des accords qui vont à l'encontre des développements et des droits.

**4e Séance**

**Table ronde sur les actions concrètes à mener en vue de réaliser les ODM**

**L'Honorable M. Shuichi Kato, Parlementaire (Japon)** a rappelé aux participants que nous étions confrontés au risque de ne pas pouvoir maintenir la civilisation humaine. Un grand nombre de statistiques sont corrélées aux questions de population et nous devons nous efforcer d'en faire un thème



Hon. Dr. Shuichi



prépondérant au sein de nos gouvernements respectifs.

Les entreprises ont désormais pris conscience des questions sociales d'envergure mondiale. La responsabilité sociale des entreprises, l'ISC et les Principes de l'Équateur des institutions financières font l'objet de discussions. Si une certaine mesure de compassion dans les stratégies et financements de la majorité des entreprises, cela reste insuffisant, non plus que ne l'est l'APD. Il est vital de trouver une approche novatrice pour mobiliser des fonds dans les efforts qui sont menés en vue de réaliser les ODM.



Hon. M. Sascha Raabe MP

Selon l'Honorable M. Sascha Raabe, Parlementaire MP (Allemagne), le gouvernement allemand est le premier pays de l'OCDE à avoir adopté une stratégie concrète en vue de mettre en œuvre la Déclaration du millénaire et les ODM. Appelé «Programme d'action 2015», il implique des mesures concrètes en faveur de la réalisation des Objectifs. Il introduit en outre le thème de la «réduction de la pauvreté» comme étant un «thème transversal au sein du gouvernement allemand impliquant tous les services politiques.» Afin de rendre l'assistance au développement véritablement efficace, il est très important pour nous de soutenir la démocratization et la mise en place d'un régime fiscal et d'un système législatif dans les pays en développement.

Hon. Sylvia Ssinabulya MP  
Hon. Khira Lagha Ben Fadhel MP  
Hon. Tshililo Micheal Masutha MP

L'Honorable M. Ibrahim Sorie, Parlementaire (Sierra Leone), a maintenu que les pays de l'Afrique subsaharienne ne négligeaient aucun effort afin de travailler étroitement avec leurs partenaires au développement, en privilégiant la réduction et la prévention des conflits, ainsi que la construction de la paix.

Le processus mis en place pour réaliser les OMD a donné naissance à de nouveaux défis, à savoir les prix des denrées alimentaires et du pétrole en augmentation. Des efforts concertés à l'échelon international s'imposent afin d'assurer que les années 2008 et suivantes ne seront pas des décennies gâchées à l'instar de celles que nous avons vécu dans les années 80 et 90, qui ont d'ailleurs été officiellement surnommées les «Décennies perdues de l'Afrique».

Le Responsable en chef de la Global Health Policy and Advocacy auprès de la Bill & Melinda Gates Foundation a souligné qu'un nombre croissant d'indices montre qu'il sera difficile, voire impossible, de réaliser les ODM dans le cadre du programme de planification des naissances et santé génésique en l'état actuel. La revitalisation du cadre de planification des naissances et santé génésique est tributaire d'un financement interna-



Mr. Jose G. Rimón II

tional et d'un engagement politique accru, de nouveaux défenseurs de la santé génésique, d'une meilleure coordination entre les bailleurs de fonds, de dispositifs financiers efficaces et d'un programme Nord-Sud commun.

«L'accès à la planification des naissances et aux contraceptifs évite 31% de mortalité maternelle totale et 22% de morts de nourrissons. Il contribue en outre considérablement à l'autonomisation des femmes, à mettre en place une scolarisation primaire universelle et à la durabilité de l'environnement sur le long terme». «La planification des naissances est susceptible d'apporter davantage de bénéfices à un plus grand nombre et à moindre coût que toute autre technologie susceptible d'être à la disposition de la race humaine actuellement».

### Cérémonie de clôture

Dans son allocution de clôture, la présidente en exercice du JPFP, l'Honorable M<sup>me</sup> Wakako Hironaka, Parlementaire (Japon), a félicité l'ensemble des participants pour cette conférence aussi fructueuse que constructive, qui a adopté la Déclaration de Tokyo pour soumission au Sommet du G8, et les a remerciés de leur précieuse contribution.



Hon. Wakako Hironaka MP

Hon. Ibrahim Sorie MP  
Hon. El Hadji Malick Diop MP



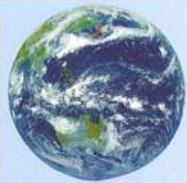
Elle a affirmé que «En tant que politiciens, nous ne saurions nous contenter de faire connaître nos avis divers. Il nous faut en effet aller au-delà des discussions pour prendre des décisions et mettre en place des mesures en vue de protéger notre avenir. Le futur, inutile de le préciser, ne se décide jamais de manière automatique. Il est forgé par les décisions que chacun d'entre nous prend au jour le jour et par les actions que nous menons».

En récapitulant les activités et réussites de la conférence dans leur globalité, Mme Kayoko Shimizu, Présidente en exercice de l'APDA, a remercié chacun et chacune de leur participation et de leurs apports.

«Notre souhait ardent à tous est de créer une société où les populations puissent vivre une vie digne et riche d'espérance en tant qu'êtres humains. Si nous ne bâtissons pas cette société, nous ne pouvons espérer un avenir prometteur pour les membres de notre communauté planétaire».



Ms. Kayoko Shimizu



**Actions dans le sillage de la conférence**

Immédiatement après la conférence, plusieurs députés et organisations ont soumis la Déclaration des parlementaires à leur chefs de gouvernement respectif. Le 4 juillet, l'APDA a soumis la Déclaration au Secrétaire exécutif du Premier ministre japonais. Ce dernier a présidé le Sommet du G8 à Toyako qui s'est tenu le lendemain de la fin de la conférence et a permis à la Déclaration de servir de catalyseur aux débats entre les chefs de gouvernement.



Hon. Yves Censel  
MP

Plusieurs des thèmes de la déclaration ont été abordés et repris dans la réponse du Sommet. L'Appel en faveur de l'Action 5 de la Déclaration a été avalisé sans la Section III «Développement et Afrique» du Résumé du Président, eu égard à l'augmentation du personnel de santé en Afrique. De même, l'Appel en faveur de l'Action 14 de la Déclaration a débouché sur l'engagement renouvelé de trouver une solution au soutien à la santé et aux maladies infectieuses, pour lesquels un budget provisoire de \$60 milliards sur cinq ans a été proposé. Parallèlement, l'Appel en faveur des Actions 2 et 11 ainsi que le Discours d'ouverture du Premier ministre à cette conférence ont été incorporés dans le résumé du Président.



Hon. Akua Sena  
Densua MP

La conférence a par ailleurs bénéficié d'une reconnaissance internationale grâce à la mise en réseau et la coopération entre les organisations internationales et régionales. Un communiqué de presse a été émis et envoyé aux publications, organisations et ONG locales, régionales et nationales concernées, ce qui a donné lieu à une couverture médiatique dans plusieurs nouvelles télévisées et émissions à l'échelle nationale, de grands quotidiens et une mention sur plus de vingt sites Internet.

Le questionnaire de suivi rempli trois mois après la Conférence des Parlementaires de Tokyo montre que, outre la soumission de la Déclaration au gouvernement/parlement, la majeure partie des participants a discuté des thèmes afférents avec d'autres parlementaires et a écrit à propos de la Conférence. Plus de dix parlementaires ont d'ores et déjà fait part de leurs commentaires officiels à leur parlement ou formulé des recommandations à leur gouvernement. Les députés du Pakistan et de la Sierra Leone ont initié de nouveaux forums/associations sur des questions connexes.



Hon. Dr. Doriya Aziz MP  
Hon. Munim Khalikov MP

Des activités de suivi auront lieu en Afrique, aux Amériques, en Asie et en Europe; parmi les actions qui seront exécutées sous peu figurent de nouveaux plans/programmes nationaux, des activités liées à leur organisation, une révision des

plans/programmes/législations en vigueur et la promotion des activités des parlementaires axées sur la population.

Les résultats des questionnaires menés après la conférence indiquent que la participation à celle-ci a permis aux participants de renforcer leur engagement visant à traiter les dossiers en leur fournissant les outils et ressources nécessaires pour plaider en leur faveur, comme en témoigne le fait que 47% des répondants au questionnaire se sont dits «*Tout à fait d'accord*» et 40% «*D'accord*» que la Conférence s'était avérée «*Utile pour plaider en faveur des questions relevant des populations et du développement*».



Hon. Amadou Haradou MP  
Hon. Benedicte Johanita Ndahimananjara MP

La majorité a estimé que les campagnes médiatiques, les programmes éducatifs par des pairs et les colloques par des parlementaires seraient le meilleur moyen de sensibiliser davantage le public aux questions de population et que, dans l'intérim, une vaste majorité d'entre eux rencontrerait des organisations et ONG internationales, participerait à des réunions et voyages d'étude internationaux et régionaux en vue d'avoir une meilleure compréhension du sujet et profiterait des bonnes occasions d'apprendre, d'entendre des avis différents et de partager des informations sur les interactions entre les questions démographiques et le changement climatique.



Hon. Dr. Peter David Machungwa MP

Sur une échelle de 1 à 5, 88% des répondants ont trouvé que la Conférence avait été «*Très bénéfique*» à leur activité, ce qui prouve encore une fois le succès de cette Conférence et l'importance de celles qui suivront à l'avenir.



Hon. Hajah Nancy Shukri MP





**Conférence Internationale des Parlementaires du G8  
sur la Population et le Développement Durable  
Déclaration sur la santé mondiale, les changements  
climatiques et la sécurité alimentaire**

**Le 3 juillet 2008 à Tokyo (Japon)**

**Préambule**

Nous, Parlementaires de vingt-sept pays, nous sommes réunis à Tokyo (Japon) les 2 et 3 juillet 2008, afin de discuter des questions relevant de la population et du développement durable, en privilégiant l'aspect des interactions entre les changements climatiques et la population, y compris en matière de santé génésique, de soins de santé primaire, de sécurité alimentaire et de maladies infectieuses nouvelles et récurrentes. Nous réitérons l'Appel de Berlin de 2007 ainsi que toutes les déclarations précédentes émises lors de réunions sur le développement des populations.

**Nous reconnaissons que**

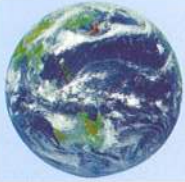
1. la participation de la société civile, et son partenariat avec les Parlementaires, est indispensable afin de réaliser les OMD.
2. l'accès aux soins de santé fait partie des droits de la personne.
3. les questions relevant de la santé mondiale, de la dynamique démographique, du changement climatique et de la sécurité alimentaire sont liés entre eux et exigent une réponse intégrée, qui comprenne la réalisation des OMD.
4. il est très important de s'attaquer à la taille, à la distribution et à la croissance de la population afin d'atténuer les effets de l'humanité sur l'environnement, y compris les changements climatiques.
5. prendre en considération le développement des populations requiert l'accès universel à la santé génésique, y compris la planification des naissances, la réduction de la mortalité maternelle et du nourrisson, la réduction des grossesses précoces et la participation des deux genres.
6. le renforcement des systèmes de santé constitue une priorité afin d'améliorer la santé génésique en particulier, la santé maternelle et la planification des naissances. Il est également nécessaire pour générer des réponses efficaces aux situations d'urgence provoquées par les changements climatiques qui touchent en majeure partie les couches les plus démunies des populations, en premier lieu les femmes et les enfants.
7. selon les projections actuelles, la population mondiale devrait croître de 20%, pour atteindre huit milliards, d'ici 2025. Cette augmentation engendrera des demandes inédites sur les ressources mondiales. Faire face à cette

demande croissante nécessitera une réponse soutenue et à long terme au niveau planétaire et national.

8. la pauvreté, la malnutrition, le paludisme, la tuberculose, le VIH et autres maladies infectieuses, de même que la pénurie d'eau salubre et d'hygiène sont quelques uns des handicaps les plus significatifs dans le contexte du développement durable.
9. il incombe tant aux hommes qu'aux femmes d'améliorer les résultats de la santé génésique.
10. il est nécessaire de s'attaquer à ces besoins non satisfaits en services de santé génésique, dont la planification des naissances.
11. porter une attention particulière au renforcement des systèmes de santé globaux permettra l'accès universel à la santé génésique, à la prévention des maladies infectieuses nouvellement apparues et récurrentes à tous les niveaux et de réaliser les OMD, et de mettre en place des plans de réponse adéquats aux urgences pour faire face aux catastrophes naturelles provoquées par le changement climatique.
12. il est nécessaire d'assurer un accès équitable aux soins de santé spécifiques à l'homme ou à la femme, y compris la prévention des maladies infectieuses nouvellement apparues et récurrentes à tous les niveaux.
13. les petits exploitants agricoles, qui sont des acteurs importants dans la gestion des ressources naturelles et la séquestration du carbone, peuvent jouer un rôle majeur au sein des stratégies destinées à atténuer les effets du changement climatique. Les 450 millions de petites fermes existantes alimentent leurs familles qui totalisent environ deux milliards d'individus vivant en zone rurale à travers le monde.

**Appel à l'action aux: chefs d'État et de gouvernement du G8 pour qu'ils agissent de toute urgence en vue de:**

1. intégrer les questions relevant de la population et les stratégies de réduction de la pauvreté dans toutes les réponses visant à s'attaquer aux changements climatiques,
2. Réitérer l'engagement en faveur: des objectifs de l'accès universel à la prévention du VIH-sida, à son traitement et à ses soins d'ici 2010 comme promis à Gleneagles; revitaliser la santé génésique et les programmes de planification des naissances afin d'atteindre l'égalité des genres; réduire la mortalité et la morbidité néonatale et maternelle, y compris les fistules obstétriques et les avortements dangereux.
3. s'engager à accroître l'investissement dans le développement des technologies de prévention des nouvelles maladies, telles que microbicides et vaccins ainsi que le



transfert de ces technologies vers le monde en développement.

4. assurer que les pays en développement aient un accès égal aux médicaments indispensables à un coût raisonnable, qu'ils soient génériques ou brevetés.
5. fournir un appui technique et financier adéquat pour renforcer les soins de santé primaire, dont la formation et la rétention du personnel soignant. Cela implique de mettre un terme au recrutement actif des soignants qualifiés originaires de pays en développement sauf dans le cas d'un accord préalable entre le pays bénéficiaire et le pays d'origine.
6. s'engager à réaliser le 5e OMD qui vise l'accès universel à la santé génésique d'ici 2015, en fournissant un soutien technique et financier approprié afin de faire face aux besoins en services de santé génésique et fournitures connexes qui ne sont pas remplis, y compris en matière de planification des naissances.
7. utiliser la mortalité maternelle, la morbidité maternelle, la mortalité du nourrisson et la longévité comme indicateurs de la performance d'un système de santé.
8. une compréhension intégrale avancée en matière de santé mondiale en vue d'une action opportune visant à réduire les effets des maladies infectieuses nouvellement apparues ou récurrentes en mettant en place un système de signalement précoce et en assurant que tous aient accès aux fournitures médicales indispensables à un coût abordable.
9. soutenir la recherche-développement mondiale ainsi que les partenariats public-privé (PPP), en vue de relever les défis de santé mondiale tels que le VIH-sida, la tuberculose, le paludisme et les maladies négligées.
10. appuyer les programmes qui promeuvent des modes de vie durables sur le plan de l'environnement et qui sont favorables à la santé.
11. investir dans les 450 millions de petites exploitations agricoles existant dans le monde pour leur permettre d'accroître leur production en améliorant l'accès à des apports indispensables, tels que l'outillage agricole, les semences et engrais, afin de faire face à l'augmentation mondiale de la demande en produits alimentaires et assurer que les investissements dans les biocarburants ne risquent pas de provoquer une rivalité accrue pour les terres agricoles, mettant ainsi en péril la sécurité alimentaire.
12. faire participer les Parlementaires de pays bénéficiaires en leur demandant que les conditionnalités et les détails de l'ODA soient révélées par les gouvernements bénéficiaires à leur parlement.
13. Les pays créanciers de l'APD devraient réduire les conditionnalités en accord avec les Principes de Paris sur

l'APD, eu égard notamment aux conditionnalités ayant trait aux composantes expertise-conseil, équipement et fournitures afin de permettre aux pays bénéficiaires d'optimiser l'utilisation de l'APD.

14. Trouver un accord sur des plans de financement et d'action intégrés associés à des calendriers clairs en rapport avec l'engagement pris à Heiligendam (2007) de financer \$60 milliards afin de faire face aux besoins touchant à la santé dans les pays en développement, dont le soutien au renforcement des systèmes de santé et aux efforts menés pour lutter contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

**Nous appelons les Parlementaires à: assurer que la législation, les politiques et le financement se rapportant aux questions susmentionnées soient clairement définis et mis en application.**

1. Appeler les pays bailleurs de fonds et bénéficiaires à partager la responsabilité de réaliser les OMD. Les pays donateurs sont également vivement priés de remplir leur promesse de fournir une APD à hauteur de 0,7% du RNB. Nous appelons plus particulièrement les pays bénéficiaires à mettre en place les mesures qui permettront une utilisation transparente et efficace de l'aide au développement.
2. Exiger de la part des gouvernements des pays en développement d'adopter une bonne gouvernance, la démocratie et la responsabilisation afin de pouvoir réaliser les OMD dans leur pays d'ici 2015.



## **PROGRAMME**

### **1er JOUR: mercredi 2 juillet 2008**

#### **09:00 CÉRÉMONIE D'OUVERTURE**

*Discours d'ouverture*

**L'Honorable M. Yasuo Fukuda**, Premier ministre du Japon et Président de la JPFP et de l'AFPPD

*Allocution*

**M. Koji Tsuruoka**, Ambassadeur et Directeur-général des questions mondiales auprès du ministère japonais des Affaires étrangères

**M<sup>me</sup> Safiye Çağar**, Directrice de l'IERD- FNUAP

#### **09:45 DISCOURS LIMINAIRE**

**L'Honorable M. Taro Nakayama**, **Parlementaire (Japon)** et Conseiller principal du JPFP/et Conseiller du APDA

10:15 PAUSE CAFÉ

#### **10:45 INTRODUCTION: le G8, de l'Allemagne au Japon vers l'Italie**

*Results from 2007 G8 Summit Germany*

**L'Honorable M<sup>me</sup> Sibylle Pfeiffer**, **Parlementaire (Allemagne)**, Présidente du Comité parlementaire consultatif de la DSJ

*Hopes for 2009 G8 Summit Italy*

**L'Honorable M<sup>me</sup> Anne Van Lancker**, **membre du Parlement européen (Belgique)** et Présidente de l'EPF

**Présidente: L'Honorable M<sup>me</sup> Wakako Hironaka**, **Parlementaire (Japon)** et Présidente en exercice du JPFP

11:45 DÉJEUNER

#### **13:00 1ère SÉANCE: Interaction entre les populations et les changements climatiques**

*The Human Impact on Climate Change- Population Growth, Economic Activity & Countermeasures*

**M. Gerald Stokes** Président & P-DG de Battelle Japan

*Reproductive Health and Climate Change: A Case Study*

**M<sup>me</sup> Gill Greer**, Directrice-Générale de l'IPPF

*Comments from G8*

**L'Honorable M<sup>me</sup> Françoise Castex**, **membre du Parlement européen (France)**

**Présidente: L'Hon. M<sup>me</sup> Chieko Nohno**, **Parlementaire (Japon)** et Secrétaire Général du JPFP

15:00 PAUSE CAFÉ

#### **15:15 2e SÉANCE: Réaliser les OMD en matière de santé par des populations durables**

*Health is the Premise for Global Development. The Case of Malaria*

**M<sup>me</sup> Awa Marie Coll-Seck** Directrice exécutive du Partenariat Roll Back Malaria (RBM)

*Universal Right to Health as a Critical Step to Advancing the MDGs: A Prescription for Action*

**L'Honorable M. Keith Martin**, **Parlementaire (Canada)**

*Commentaire issu du G8*

**L'Honorable M<sup>me</sup> Danielle Bousquet**, **Parlementaire (France)**

**Président: L'Honorable M. Khira Lagha Ben Fadhel**, **Parlementaire (Tunisie)** et Président du FAAPPD

18:30 DÎNER-RÉCEPTION

#### **20:00 Réunion du COMITÉ DE RÉDACTION**

**Président: L'Honorable M. Keith Martin**, **Parlementaire (Canada)**

### **2e JOUR: jeudi 3 juillet 2008**

#### **9:00 3e SÉANCE: Population, sécurité alimentaire et allègement de la pauvreté**

*Climate Change and Agricultural Development*

**M<sup>me</sup> Farhana Haque Rahman** Responsable des relations avec les médias, des manifestations spéciales & programmes auprès de l'IFAD

*Climate Change, Globalized Economy and Food Security*

**M. Yonosuke Hara**, Professeur au GRIPS

10:00 PAUSE CAFÉ

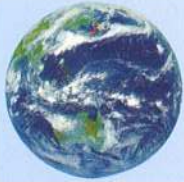
#### **10:15 3e SÉANCE (Suite)**

*Global Monitoring Report; MDGs and the Environment Agenda for Inclusive and Sustainable Development*

**M. Mohammad Zia Qureshi**, Conseiller principal de la Banque mondiale

*Comments from G8*

**L'Honorable Dennis Kucinich (États-Unis)** Commentaires lus par **M<sup>me</sup> Amy Coen**, du PAI



**Présidente: L'Honorable M<sup>me</sup> Elizabeth Salguero Carrillo, Parlementaire (Bolivie)**

11:45 DÉJEUNER

**13:00 4e SÉANCE: Table ronde sur les actions concrètes pour réaliser les ODM**

Panelistes:

**L'Honorable M. Shuichi Kato, Parlementaire (Japon)**  
**L'Honorable M. Sascha Raabe, Parlementaire (Allemagne)**  
**L'Honorable M. Ibrahim Sorie, Parlementaire (Sierra Leone)**

**M. Jose G. Rimon II**, administrateur principal de la Global Health Policy & Advocacy à la BMGF

**Président: l'Honorable M. Peter David Machungwa, Parlementaire (Zambie)**

15:00 PAUSE CAFÉ

**15:30 5e SÉANCE: Discussion et adoption de la Déclaration des Parlementaires du G8**

**Président: l'Honorable M. Keith Martin, Parlementaire (Canada)**

**16:45 ÉVALUATION DE LA CONFÉRENCE**

**17:00 CÉRÉMONIE DE CLÔTURE**

*Allocution*

**L'Honorable M<sup>me</sup> Wakako Hironaka, Parlementaire (Japon)** et Présidente en exercice du JPPF

**M<sup>me</sup> Kayoko Shimizu**, Présidente en exercice de l'APDA

**17:30 CONFÉRENCE DE PRESSE**

18:30 DÎNER-RÉCEPTION

**Liste d'abréviations (en anglais)**

ACPD .... Action Canada for Population and Development  
AFPPD... Asian Forum of Parliamentarians on Population and Development  
APDA..... Asian Population and Development Association  
BMGF .... Bill and Melinda Gates Foundation  
CSI..... Corporate Social Investment  
CSR ..... Corporate Social Responsibility  
DSW..... Deutsche Stiftung Weltbevölkerung (German Foundation for World Population)

EPF ..... European Parliamentary Forum on Population and Development  
FAAPPD.. Forum of African and Arab Parliamentarians on Population and Development  
FP..... Family Planning  
GCPPD .. Global Committee of Parliamentarians on Population and Development  
GRIPS ... National Graduate Institute for Policy Studies  
IAPG..... Inter-American Parliamentary Group on Population and Development  
IAPPD.... Indian Association of Parliamentarians on Population and Development  
IERD..... UNFPA Information Executive Board and Resource Mobilization Division  
IFAD ..... International Fund for Agricultural Development  
IGES..... Institute for Global Environmental Strategies  
ICPD ..... International Conference on Population & Development (Cairo Conference)  
ICPPD.... International Conference of Parliamentarians on Population & Development  
IPCI/ICPD International Parliamentarians' Conference on the Implementation of the ICPD Programme of Action  
IPPF ..... International Planned Parenthood Federation  
JBIC..... Japan Bank for International Cooperation  
JFPA..... Japan Family Planning Association  
JPPF ..... Japan Parliamentarians Federation for Population  
JOICFP .. Japanese Organization for International Cooperation in Family Planning  
LDC..... Least Developed Countries  
MDGs .... The Millennium Development Goals  
MD ..... The Millennium Declaration  
MOFA .... Ministry of Foreign Affairs  
ODA ..... Official Development Assistance  
OECD .... Organization for Economic Cooperation and Development  
PAI ..... Population Action International  
PGA ..... Parliamentarians for Global Action  
PNoWB.. Parliamentary Network on the World Bank  
R&D ..... Research & Development  
RBM..... Roll Back Malaria Partnership  
RH ..... Reproductive Health  
SRH ..... Sexual/Reproductive Health  
TICAD.... Tokyo International Conference on African Development  
UNFPA... United Nations Population Fund  
VAPPD... Vietnamese Association of Parliamentarians on Population and Development  
WB..... The World Bank  
WHO ..... World Health Organization



## Liste des Participants

### Membres du Parlement des Amériques, l'Europe, l'Asie et l'Afrique

1. Mme. Anne Van Lancker, Présidente du EPF .Belgique
2. Mme. Françoise Castex ..... France
3. Mme. Danielle Bousquet ..... France
4. M. Yves Censi ..... France
5. Mme. Sibylle Pfeiffer, Présidente du Commission de Conseil Parlementaire auprès DSW.....Allemagne
6. M. Harald Terpe .....Allemagne
7. M. Sascha Raabe .....Allemagne
8. M. Daniel Bahr .....Allemagne
9. M. Peter Friedrich.....Allemagne
10. Mme. Elizabeth Salguero Carrillo .....Bolivie
11. M. Keith Martin..... Canada
12. M. Sebastian Paul ..... Inde
13. Mme. Nancy Shukri .....Malaisie
14. Mme. Donya Aziz ..... Pakistan
15. M. Edcel C. Lagman ..... Philippines
16. M. Janette Garin ..... Philippines
17. M. Munim Khalikov ..... Tadjikistan
18. M. Pinit Kullavanijaya ..... Thaïlande
19. M. Nguyen Van Tien ..... Viêt Nam
20. M. Maurice Bangayassi ..... République Centrafricaine
21. M. Ali Issa Abbas, Président du Comité National Tchad
22. M. Sherin Ahmed Fouad ..... Egypte
23. Mme. Akua Sena Dansua ..... Ghana
24. M. Charles Keter..... Kenya
25. Mme. Benedicte Johanita Ndahimananjara Madagascar
26. M. Amadou Haradou ..... Niger
27. Mme. Saudatu Sani ..... Nigéria
28. M. Diop Elhadji Malick, Vice-président du FAAPPD, Président du Comité National ..... Sénégal
29. M. Ibrahim Sorie ..... Sierra Leone
30. M. Tshililo Michael Masutha..... Afrique du Sud
31. Mme. Khira Lagha Ben Fadhel, Présidente du FAAPPD ..... Tunisie
32. Mme. Sylvia N. M. Ssinabulya ..... Ouganda
33. M. Peter Deivid Machungwa, Président du Comité National.....Zambie

### Membres du Parlement du Japon

34. M. Yasuo Fukuda, Ministre-Président, Président du JPPF et AFPPD..... Japon
35. M. Taro Nakayama, Conseiller Principal du JPPF Japon
36. Mme. Wakako Hironaka, Directeur Temporaire du JPPF ..... Japon
37. M. Yoshio Yatsu, Vice-Président de JPPF..... Japon
38. Mme. Yoko Komiyama, Vice-Président de JPPF Japon
39. Mme. Mayumi Moriyama, Vice-Président de JPPF ..... Japon

40. Mme. Chieko Nohno, Secrétaire Général de JPPF ..... Japon
41. M. Chiaki Takahashi, Vice-Secrétaire Général de JPPF ..... Japon
42. M. Shuichi Kato, Directeur de JPPF ..... Japon
43. M. Asahiko Mihara ..... Japon
44. M. Akihiro Nishimura ..... Japon
45. M. Koushin Fujitani ..... Japon
46. M. Tetsundo Iwakuni ..... Japon
47. M. Tsutomu Okubo..... Japon
48. Mme. Satsuki Katayama ..... Japon
49. M. Ichiro Aisawa, (Secrétaire) ..... Japon
50. M. Teruhiko Mashiko (Secrétaire) ..... Japon
51. M. Isshu Sugawara (Secrétaire) ..... Japon
52. M. Keisuke Suzuki (Secrétaire) ..... Japon

### Experts/Personnes-Ressources

53. M. Gerald Stokes, Président de Battalle Japan . Japon
54. M. Jose G. Rimon II, BMGF..... États-Unis
55. M. Yonosuke Hara, GRIPS ..... Japon
56. Mme. Farhana Haque Rahman, IFAD ..... Italie
57. Mme. Gill Greer, Directeur-Général de IPPF ..... Grande-Bretagne
58. Mme. Awa Marie Coll-Seck, Directeur Exécutif de RBM..... Suisse
59. M. Mohammad Zia Qureshi, WB..... États-Unis

### Fonds des Nations Unies pour la Population

60. Mme. Safiye Cagar, Directeur de IERD-UNFPA ..... États-Unis
61. Mme. Kiyoko Ikegami, Directeur de UNFPA Tokyo ..... Japon
62. Mme. Nobuko Takahashi ..... États-Unis
63. Mme. Mika Yamamoto ..... Japon

### Ministère des Affaires Étrangères

64. M. Koji Tsuruoka, Ambassadeur, Directeur-Général en affaires modiales..... Japon
65. M. Jun Yamazaki, Conseiller en affaires modiales ..... Japon
66. M. Takeshi Osuga, Directeur, Division de coopération multilatérale ..... Japon
67. M. Ken Ota ..... Japon
68. M. Takanori Nishino..... Japon

### AFPPD

69. M. Shiv Khare, Directuer exécutif..... Thaïlande
70. M. Oleg Shovkovy ..... Thaïlande



### Organisations Coopérative/Comités Nationaux

71. M. Dina Epale, ACPD ..... Canada
72. M. Axel Klüsener, Commission de la Coopération Economique et du Development ..... Allemagne
73. Mme. Renate Bähr, DSW.....Allemagne
74. Mme. Maike Schliebs, DSW.....Allemagne
75. M. Neil Datta, Secrétaire de EPF.....Belgique
76. M. Manmohan Sharma, Secrétaire Exécutif de IAPPD ..... India
77. M. Masanori Kobayashi, IGES..... Japon
78. Mme. Yoshiko Koda, Institut JBIC ..... Japon
79. Mme. Mizuho Ishikawa, JFPA ..... Japon
80. Mme. Sumie Ishii, Directeur Exécutif de JOICFP ..... Japon
81. Mme. Maho Ishikawa, JOICFP ..... Japon
82. Mme. Makoto Yaguchi, JOICFP..... Japon
83. M. Masahiko Nishiuchi, NPO2050 ..... Japon
84. Mme. Soonhee Lee, Directeur Exécutif de Japan Support Forum in collaboration with Johns Hopkins ..... Japon
85. Mme. Eleni C. Mavrogeorgis, PGA ..... États-Unis
86. Mme. Amy Coen, Présidente de PAI ..... États-Unis
87. M. Michel Smitall, RBM ..... Suisse
88. M. Minar Pimple, UNMC ..... Thaïlande
89. M. Kazushige Taniguchi, WB ..... Japon
90. Mme. Mika Iwasaki, WB..... Japon
91. Mme. Miyuki Izumiyama, WB ..... Japon

### Conseil d'Administration APDA

92. Mme. Kayoko Shimizu, Directeur Temporaire .. Japon
93. M. Tsuguo Hirose..... Japon
94. M. Shuzaburo Takeda ..... Japon
95. M. Shin Sakurai ..... Japon
96. M. Yoshihisa Ueda ..... Japon
97. M. Yoichi Okazaki ..... Japon
98. M. Toshihiro Iwatake ..... Japon
99. Mme. Mitsuko Horiuchi ..... Japon
100. M. Hiromoto Toda ..... Japon

### Ambassades

101. S.E. Pierre Ndzengue, Cameroon ..... Japon
102. M. Bassan Rady, Egypte ..... Japon
103. M. Martin Pohl, Allemagne ..... Japon
104. S.E. Jimmy Ramiandrison, Madagascar..... Japon
105. M. Rabarihoela Liva, Madagascar..... Japon
106. S.E. Domingo L. Siazon, Jr., Philippines..... Japon
107. M. Maher Trimeche, Tunisie ..... Japon

### Observateurs

108. M. Alexander Gates ..... Japon
109. Mme. Nobuko Uemura ..... Japon

110. M. Hiroshi Taniguchi ..... Japon
111. Mme. Eiko Hara ..... Japon

### Médias

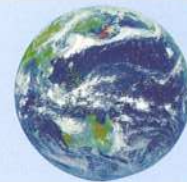
112. M. Toyokazu Matsuzaki, Cabinet Secretariat ... Japon
113. M. Takashi Funakoshi, The Asahi Simbun ..... Japon
114. M. Akira Minami, The Asahi Simbun..... Japon
115. Mme. Aya Hasegawa, The Hokkaido Simbun Press ..... Japon
116. M. Takamori Okada, TV Asahi corporation ..... Japon
117. Mme. Hiroko Kuranaga, TV Asahi corporation . Japon
118. M. Shinyo Otsubo, Fuji Television Network, Inc ..... Japon
119. M. Takeshi Masuhara, Fuji Television Network, Inc ..... Japon
120. M. Junpei Shimizu, Nippon Television Network Corporation ..... Japon
121. M. Kazunari Hanawa, Mainichi Shimbun ..... Japon
122. M. Naruhiro Tanaka, The Yomiuri Shimbun..... Japon
123. Mme. Yukiko Ishikawa, The Yomiuri Shimbun .. Japon
124. M. Wataru Ishikawa, TV Tokyo Corporation..... Japon
125. M. Yukihiko Okada, TV Tokyo Corporation..... Japon
126. M. Nobumasa Yasuda, NHK..... Japon
127. M. Yuko Aizawa, NHK..... Japon
128. M. Atsushi Kamide, Nikkei Inc. .... Japon
129. M. Talashi Shoka, The Tokyo Shimbun ..... Japon
130. M. Yoshitake Imamura, The Sankei Shimbun .. Japon

### APDA

131. M. Osamu Kusumoto, Secrétaire Général/ Directeur Exécutif ..... Japon
132. M. Masanori Takemoto..... Japon
133. Mme. Hitomi Tsunekawa ..... Japon
134. M. Yuji Mizukami ..... Japon
135. Mme. Katie Dönszelmann..... Japon
136. Mme. Shoko Suzuki..... Japon
137. M. Shinichiro Suetsugu ..... Japon
138. Mme. Jurina Tajima ..... Japon

### Interprètes

139. Mme. Fujiko Hara ..... Japon
140. Mme. Akiko Ninagawa ..... Japon
141. Mme. Nobuko Tsutsui ..... Japon
142. Mme. Jyunko Tsuda..... Japon
143. Mme. Akiko Utsunomiya..... Japon
144. Mme. Utako Kikuchi ..... Japon
145. M. Michihiro Nohara ..... Japon
146. Mme. Eva Unverdorben.....Allemagne
147. M. Alexander Wood.....Allemagne



Organisée par  
l'Asian Population and Development Association (APDA)

Accueillie par  
la Japan Parliamentarians Federation for Population (JPFP)

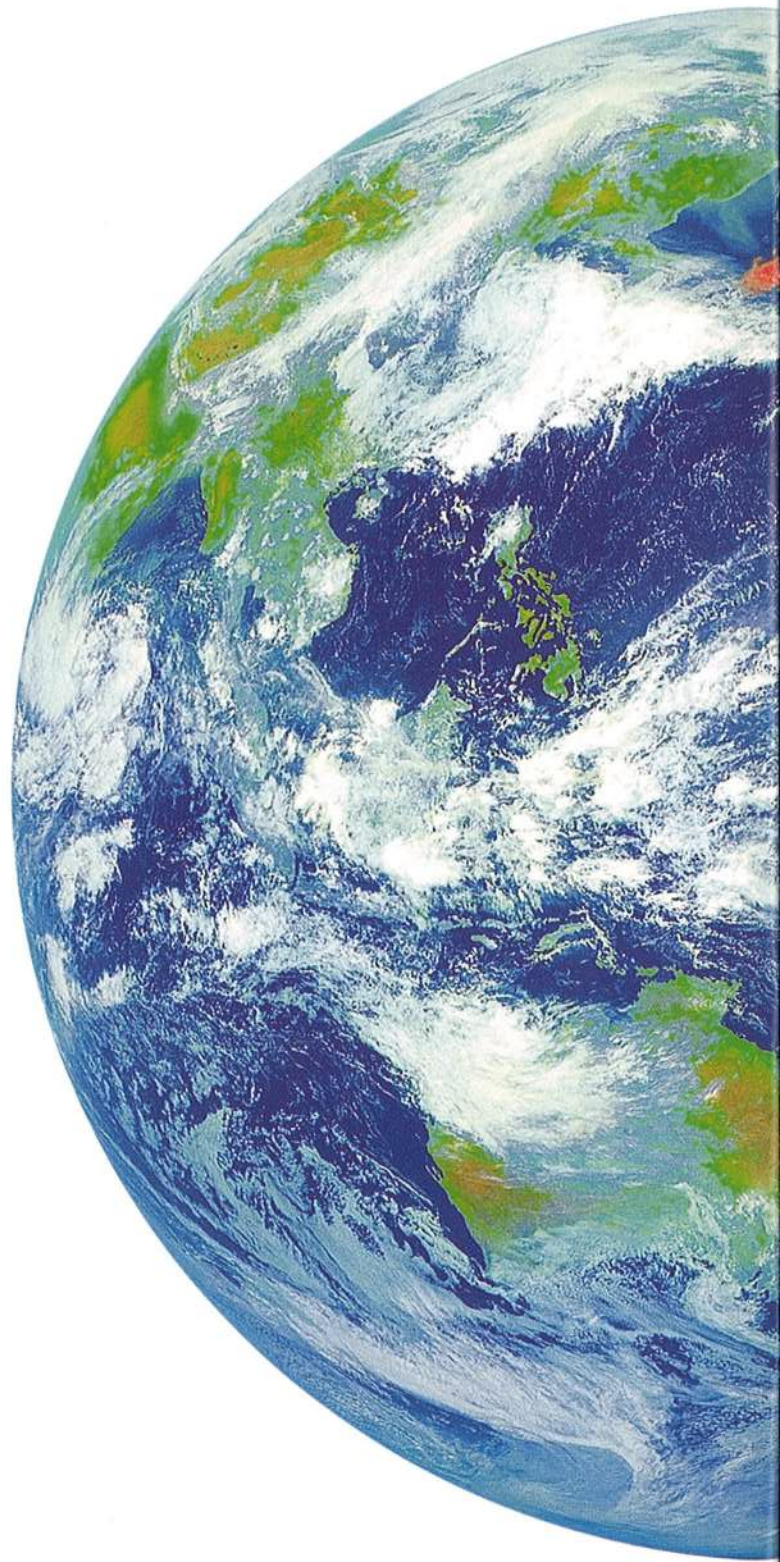
Avec le soutien  
du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP)  
du ministère japonais des Affaires étrangères (MOFA) et  
de l'Asian Forum of Parliamentarians on Population & Development (AFPPD)

Agences de coopération  
Forum parlementaire inter-européen sur la population et le développement (EPF)  
Groupe parlementaire inter-américain sur la population et le développement (IAPG)  
Forum of African & Arab Parliamentarians on Population & Development (FAAPPD)  
International Planned Parenthood Federation (IPPF)  
German Foundation for World Population (DSW)  
Parliamentarians for Global Action (PGA)  
Réseau parlementaire sur la Banque mondiale/Banque mondiale (RPsBm)

Nous tenons à remercier tout particulièrement  
monsieur Dina Epale (ACPD) pour la permission généreuse qu'il nous a accordée d'utiliser ses photos.

**Avec le concours des entreprises et organismes suivants:**

Nippon Keidanren	Yodoko
Japan Automobile Manufacturers Association, Inc	Kubota Corporation
Petroleum Association of Japan	The Japan Steel Works, Ltd.
JA-ZENCHU	Canon Inc.
The Federation of Pharmaceutical Manufacturers' Associations of Japan	The Federation of Electric Power Companies of Japan
Ono Pharmaceutical Co., Ltd.	The Japan Electrical Manufacturers' Association
GlaxoSmithKline K.K.	Matsushita Electric Industrial Co., Ltd
Otsuka Pharmaceutical Co., Ltd.	FUJI Electric Holdings CO., LTD.
Shionogi & Co., Ltd.	Japan Mining Industry Association
Banyu Pharmaceutical Co., Ltd.	The Japan Gas Association
AstraZeneca K.K.	Kandenko Co., Ltd
Taiho Pharmaceutical Co., Ltd.	Komatsu Ltd.
Bayer Yakuin, Ltd.	The Japanese Shipowners' Association (JSA)
Hisamitsu Pharmaceutical Co., Inc.	Communications and Information network Association of Japan (CIAJ)
Kyowa Hakko Kogyo Co., Ltd.	
The Japan Iron and Steel Federation	Oki Electric Industry Co., Ltd.
Nippon Steel Corporation	NEC Corporation
JFE Steel Corporation	FUJITSU LIMITED
Sumitomo Metal Industries, Ltd.	Japan Electronics and Information Technology Industries Association (JEITA)
Kobe Steel, Ltd.	Sharp Corporation
Nisshin Steel Co., Ltd.	Renesas Technology Corp.
Daido Steel Co., Ltd.	
Aichi Steel	
Nakayama Steel Works, Ltd.	
Topy Industries Ltd.	



The Asian Population and Development Association

